

Évolutions monétaires à La Réunion au 31 décembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au second semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit pas occulter les fragilités de l'ensemble des économies : la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fond Monétaire international, la croissance économique mondiale atteindrait 3,0 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélélerait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+12,0 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après 0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

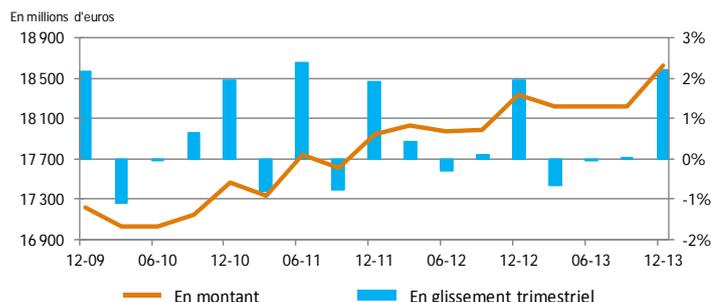
Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « *Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires* ».

L'ACTIVITÉ BANCAIRE REDEMARRE

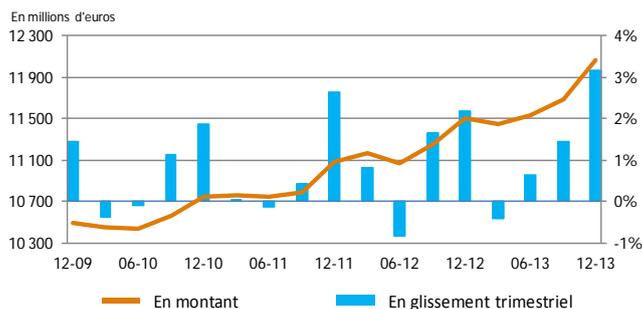
L'activité des établissements de crédit implantés à La Réunion s'est accélérée en fin d'année 2013. Les concours bancaires consentis progressent de 2,4 % au quatrième trimestre 2013, pour atteindre un encours de 18,6 milliards d'euros à fin décembre. Tous les segments de clientèle des établissements de crédit participent à cette dynamique. Le financement des collectivités locales progresse notamment de 8,1 % sur le trimestre.

Les actifs financiers détenus par les agents économiques s'inscrivent également en hausse sensible au quatrième trimestre 2013 (+ 3,2 %), grâce notamment à une progression marquée des placements des entreprises (+ 8,2 % sur le trimestre). À fin décembre 2013, les actifs financiers détenus dépassent pour la première fois le seuil de 12 milliards d'euros.

Evolution des concours bancaires



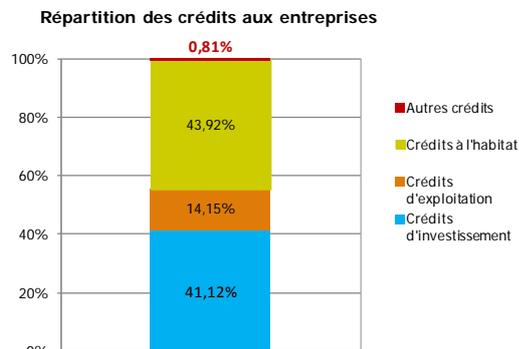
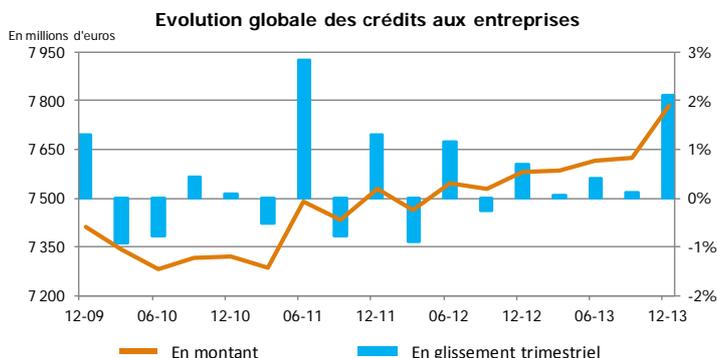
Evolution des actifs financiers



LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE RESTE BIEN ORIENTÉ

Hausse des crédits aux entreprises

L'encours des **financements consentis aux entreprises** progresse de 2,1 % au quatrième trimestre 2013 (soit + 161 millions d'euros, contre + 8 millions d'euros au troisième trimestre). À 7,8 milliards d'euros à fin décembre 2013, l'encours des crédits aux entreprises augmente de 2,7 % sur un an, et représente 44,5 % de l'encours sain total.



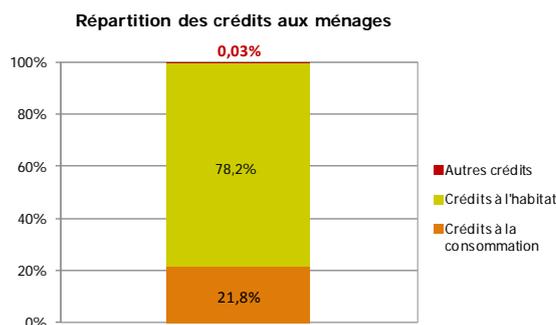
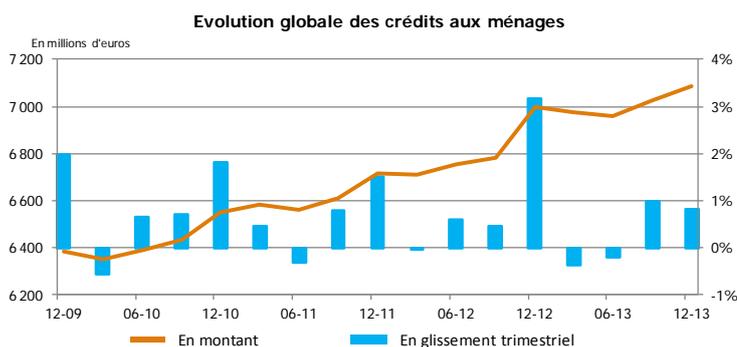
Le **financement de l'immobilier** enregistre la plus forte hausse sur le trimestre (+ 3,7 %), ainsi que sur les douze derniers mois (+ 12,4 %). Il est composé à plus de 80 % de crédits consentis par des prêteurs institutionnels) aux sociétés d'économie mixte et aux opérateurs de logements sociaux. Cette proportion a fortement crû depuis 2009, où elle ne représentait que 66 % de l'encours sain.

L'encours des **crédits d'investissement** s'accroît de 0,7 % sur le dernier trimestre 2013, mais s'inscrit en baisse de 3,5 % sur les douze derniers mois. Le contexte économique toujours fragile continue à se traduire par un fort attentisme des entrepreneurs en matière d'investissement. Ils font toutefois état d'un climat des affaires désormais plus favorable, selon les enquêtes de conjoncture de l'IEDOM. Avec un encours de 3,2 milliards d'euros, les crédits d'investissement restent proches de leur plus bas niveau depuis décembre 2007.

L'encours des **crédits d'exploitation** progresse pour sa part de 1,3 % au quatrième trimestre. Il bénéficie de la bonne tenue de l'escompte commercial (+ 21,1 % sur le trimestre) et de l'affacturage (+ 14,8 %), alors que les autres formes de crédits d'exploitation non causés s'inscrivent en recul. Sur un an, les crédits d'exploitation aux entreprises continuent de s'inscrire en baisse (- 4,8 % par rapport à décembre 2012).

Légère progression des crédits aux ménages

Les **concourss consentis aux ménages** continuent de progresser au quatrième trimestre 2013 (+ 0,8 %, soit 58 millions d'euros supplémentaires, après + 1,0 % au troisième trimestre). Cette progression reste faible cependant comparativement aux rythmes observés les années précédentes à pareille période. Sur un an, l'encours des crédits aux ménages croît de 1,2 %.



La baisse de l'encours des **crédits à la consommation** des ménages (- 1,0 %, soit - 15 millions d'euros) annule la hausse ponctuelle observée au trimestre précédent. Cette catégorie de crédit reste durablement orientée à la baisse, et il faut remonter avant 2006 pour retrouver un niveau d'encours inférieur. Cette situation est liée d'une part à la faiblesse des achats de véhicules automobiles et de biens d'équipement, dans un contexte économique toujours morose, et d'autre part au renforcement de la réglementation sur ce type de financements. Sur un an, l'encours des crédits à la consommation recule de 2,8 % (- 45 millions d'euros).

L'encours des **financements à l'habitat**, principale composante des concours des ménages (avec 78,2 % des crédits totaux qui leur sont octroyés), progresse de 1,3 % au quatrième trimestre. Toutefois, son rythme de progression demeure pénalisé par l'atonie du marché de l'immobilier réunionnais, fragilisé par les modifications successives des dispositifs de défiscalisation. Sur un an, l'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse de 2,4 % (+ 132 millions d'euros).

Progression sensible des crédits aux collectivités locales

Après plusieurs trimestres de baisses significatives, les encours de **crédits consentis aux collectivités locales** progressent fortement au quatrième trimestre 2013 (+ 8,1 % soit + 154 millions d'euros). Cette progression est avant tout saisonnière, et la croissance sur un an est nettement plus limitée (+ 1,0 %). Elle concerne essentiellement les crédits d'investissement.

Recul de la sinistralité

Les **créances douteuses brutes** portées par l'ensemble des établissements de crédit continuent de baisser légèrement au quatrième trimestre 2013 (- 0,2 %, après - 0,3 % au trimestre précédent). Sur les douze derniers mois, elles diminuent plus significativement (- 3,9 %, soit - 45 millions d'euros), témoignant ainsi d'une nette réduction de la sinistralité depuis la fin de l'année 2012. Le poids des créances douteuses reste cependant élevé, à 6,0 % de l'encours total des crédits à l'économie (contre 6,3 % un an auparavant). Leur taux de provisionnement s'établit à 56,6 % à fin décembre 2013, en baisse de 1 point par rapport au trimestre précédent en raison de reprises sur les provisions constituées.

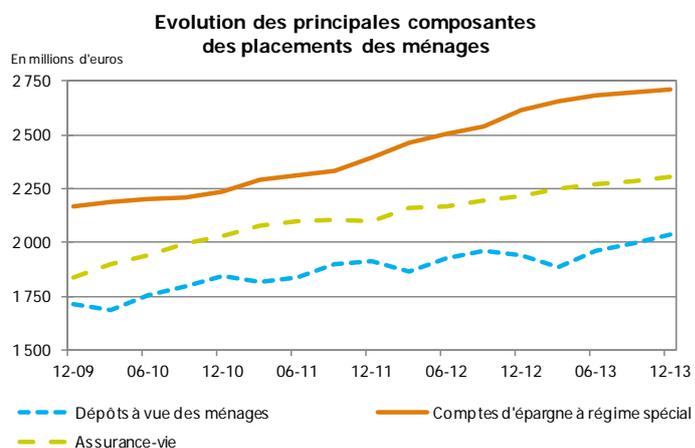
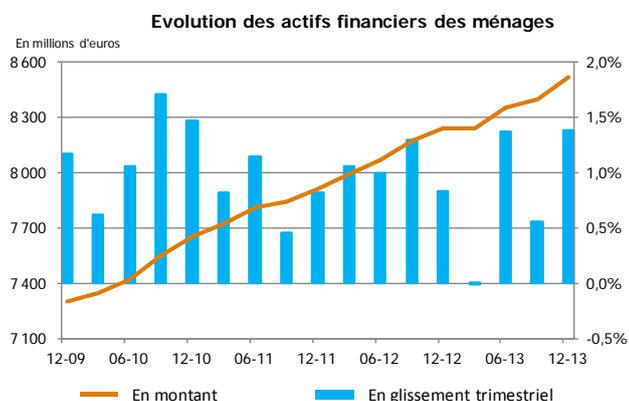
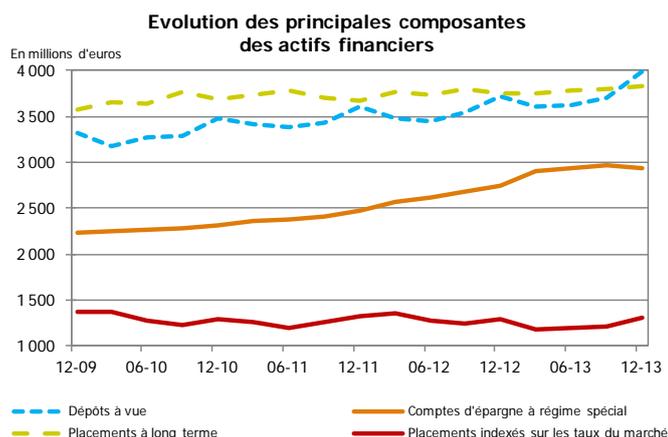
LES ACTIFS FINANCIERS PROGRESSENT

L'encours total des **actifs financiers auprès des agents économiques réunionnais** progresse pour le troisième trimestre consécutif (+ 3,2 %, soit + 371 millions d'euros, après + 1,4 % au trimestre précédent). L'encours total des dépôts s'établit à 12,1 milliards d'euros à fin décembre 2013, en progression de 4,9 % sur un an.

Comme au trimestre précédent, l'ensemble des composantes des actifs financiers contribue à cette hausse, même si ce sont toujours les dépôts à vue qui progressent le plus rapidement. La préférence des agents économiques pour la liquidité reste encore marquée. L'encours des **dépôts à vue** augmente ainsi de 7,6 % au quatrième trimestre (282 millions d'euros de collecte nette), après + 2,4 % au troisième trimestre. Sur douze mois, leur hausse s'établit à 7,5 %. Les **placements liquides** progressent également (+ 1,6 %, soit + 68 millions d'euros), tirés à la hausse par les placements indexés (+ 12,2 % pour les certificats de dépôts négociables et + 10,9 % pour les comptes créditeurs à terme). Les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent en revanche une légère décollecte (- 1,2 % sur le trimestre), malgré la bonne tenue des placements sur livrets A (+ 1,9 %). L'**épargne à long terme** progresse quant à elle plus modérément (+ 0,6 %, soit + 21 millions d'euros) et son évolution sur un an reste mesurée (+ 2,0 %).

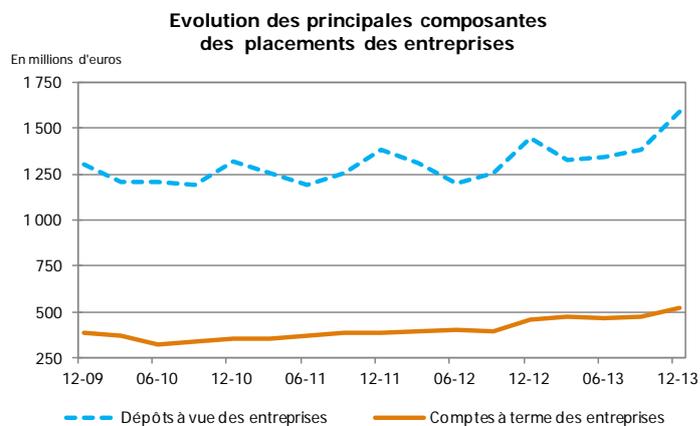
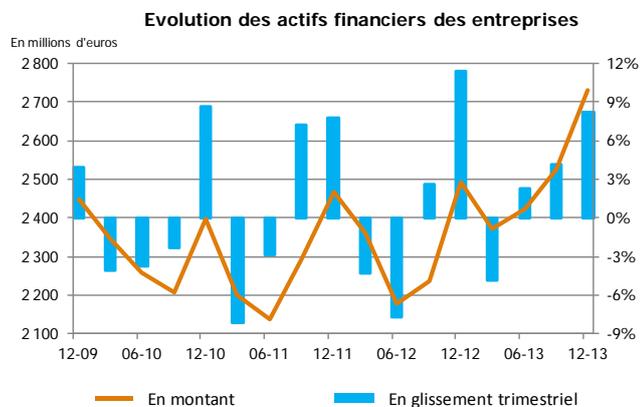
Légère hausse des placements des ménages

Les **placements des ménages** progressent de 1,4 % au quatrième trimestre (soit + 114 millions d'euros), soit un rythme comparable à celui des deux derniers trimestres. Ils bénéficient de la bonne tenue de l'ensemble des types de placement (+ 2,0 % pour les dépôts à vue, + 1,2 % pour les placements liquides et + 1,1 % pour l'épargne longue). La baisse du taux de rémunération du livret A depuis le début de l'année 2013 n'a pas entraîné de décollecte sur ce support, dont l'encours progresse de + 1,8 % au quatrième trimestre et de + 8,9 % sur un an. Il en va de même pour les dépôts sur livrets de développement durable qui restent bien orientés (+ 1,9 % sur le trimestre, et + 15,7 % sur un an).



Augmentation des placements des entreprises

Pour le troisième trimestre consécutif, les **sociétés non financières** enregistrent une hausse des actifs financiers détenus (+ 9,1 % sur le trimestre, soit 229 millions d'euros de collecte nette, après + 4,1 % le trimestre précédent). Cette progression concerne surtout les dépôts à vue (+ 14,6 % au quatrième trimestre), les certificats de dépôts (+ 12,2 %) et les comptes créditeurs à terme (+ 9,4 %). Les dépôts à vue constituent toujours la composante principale des placements des entreprises (57,6 % du total de leurs actifs financiers en décembre 2013), devant les placements indexés sur les taux de marché (36,2 %).



Légère progression des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** (sociétés d'assurance et fonds de pension, administrations centrales et de sécurité sociale, associations) continuent de progresser au quatrième trimestre 2013 (+ 3,8 %, soit 29 millions d'euros de collecte nette, après + 2,6 % au trimestre précédent). Les dépôts à vue (+ 12,2 %) expliquent intégralement cette hausse, l'épargne liquide perdant 1,9 % sur le trimestre, et l'épargne à long terme 3,9 %.

MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

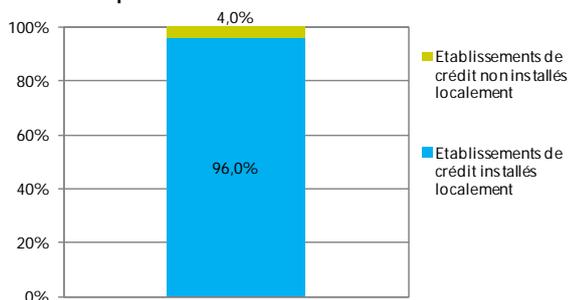
TABLEAUX STATISTIQUES

Les crédits à l'économie

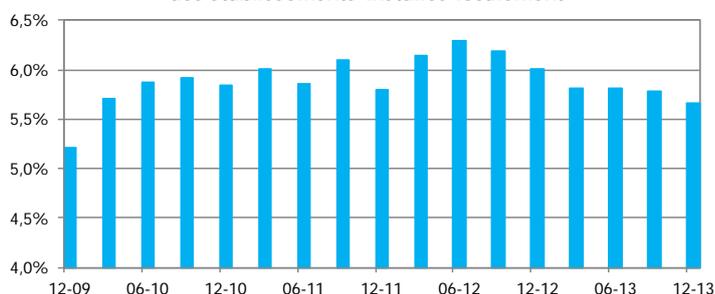
	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 416,3	1 195,5	1 068,4	1 094,5	1 157,6	1 146,5	1 137,2	1 087,7	1 101,5	1,3%	-4,8%
<i>Créances commerciales</i>	158,4	125,9	115,3	119,8	96,8	75,6	78,7	68,4	82,8	21,1%	-14,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	769,9	630,0	574,7	637,6	687,5	684,9	679,6	659,7	645,8	-2,1%	-6,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	119,0	114,6	112,1	121,0	102,0	99,9	114,4	114,7	113,3	-1,3%	11,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	296,4	243,0	220,5	199,0	241,4	264,3	252,6	239,2	234,7	-1,9%	-2,8%
<i>Affecturage</i>	191,7	196,6	157,9	138,0	131,9	121,7	126,3	120,4	138,2	14,8%	4,7%
Crédits d'investissement	3 505,8	3 331,3	3 252,4	3 349,8	3 318,1	3 241,3	3 207,9	3 177,9	3 201,4	0,7%	-3,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	3 033,3	2 876,7	2 792,4	2 876,2	2 840,6	2 772,5	2 750,2	2 761,9	2 780,0	0,7%	-2,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	250,3	229,9	263,1	304,9	248,1	241,6	238,8	240,5	239,7	-0,3%	-3,4%
<i>Crédit-bail</i>	472,5	454,6	460,0	473,5	477,5	468,8	457,7	416,0	421,5	1,3%	-11,7%
Crédits à l'habitat	2 750,5	2 806,2	2 946,1	3 026,3	3 041,9	3 144,0	3 216,5	3 296,3	3 419,4	3,7%	12,4%
Autres crédits	58,2	76,7	55,5	58,3	62,1	52,6	54,5	62,4	63,4	1,5%	2,0%
Encours sain	7 730,9	7 409,7	7 322,5	7 528,8	7 579,7	7 584,4	7 616,0	7 624,3	7 785,7	2,1%	2,7%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 733,8	1 698,9	1 633,2	1 605,4	1 590,1	1 559,7	1 543,7	1 560,7	1 545,0	-1,0%	-2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 612,0	1 582,6	1 524,5	1 495,9	1 483,8	1 451,1	1 435,7	1 451,6	1 434,6	-1,2%	-3,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	41,4	41,1	43,4	51,2	50,5	53,8	52,5	54,7	56,3	2,8%	11,4%
<i>Crédit-bail</i>	80,4	75,2	65,3	58,3	55,8	54,8	55,5	54,4	54,2	-0,4%	-2,9%
Crédits à l'habitat	4 455,1	4 683,7	4 911,7	5 107,3	5 407,4	5 412,4	5 414,5	5 465,2	5 538,9	1,3%	2,4%
Autres crédits	2,1	2,0	6,9	1,0	1,3	1,7	1,6	2,2	2,1	-4,0%	70,0%
Encours sain	6 191,0	6 384,7	6 551,9	6 713,7	6 998,8	6 973,7	6 959,8	7 028,1	7 086,0	0,8%	1,2%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	37,0	25,5	17,1	24,5	14,1	15,0	15,0	6,5	6,9	5,2%	-51,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33,0	25,2	16,6	22,9	13,8	14,9	14,8	6,4	6,4	1,3%	-53,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,0	0,2	0,4	1,6	0,3	0,1	0,2	0,2	0,4	-ns-	23,0%
Crédits d'investissement	1 734,9	1 848,0	1 910,2	1 965,4	2 014,4	1 963,1	1 939,9	1 888,7	2 040,2	8,0%	1,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 734,9	1 847,3	1 908,7	1 965,4	2 013,6	1 962,2	1 939,1	1 887,8	2 039,4	8,0%	1,3%
Autres crédits	2,5	7,4	5,2	0,4	0,1	0,9	0,1	0,0	2,4	-ns-	-ns-
Encours sain	1 774,5	1 882,4	1 933,9	1 991,7	2 029,9	1 980,2	1 956,1	1 896,4	2 050,6	8,1%	1,0%
Autres agents											
Encours sain	516,9	549,7	549,9	594,2	567,6	556,6	558,2	552,2	581,2	5,3%	2,4%
TOTAL											
Encours sain	16 213,3	16 226,4	16 358,1	16 828,4	17 176,0	17 094,7	17 090,1	17 101,1	17 503,6	2,4%	1,9%
<i>dont ECNIL</i>	819,9	747,8	687,4	787,9	751,8	748,4	730,5	688,2	708,8	3,0%	-5,7%
Créances douteuses brutes	712,2	995,0	1 113,2	1 116,2	1 160,3	1 119,5	1 120,6	1 117,3	1 114,9	-0,2%	-3,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	328,6	470,3	498,9	482,3	511,4	468,1	472,1	473,6	484,3	2,3%	-5,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	196,1	347,5	388,5	376,9	382,2	356,6	357,7	352,7	361,2	2,4%	-5,5%
<i>(dt) Ménages</i>	74,8	115,7	105,5	102,4	125,0	105,5	109,1	116,1	120,6	3,8%	-3,5%
Provisions	383,7	524,7	614,3	633,9	648,9	651,4	648,5	643,7	630,6	-2,0%	-2,8%
Encours brut total	16 925,5	17 221,4	17 471,3	17 944,6	18 336,3	18 214,3	18 210,7	18 218,4	18 618,5	2,2%	1,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,2%	5,8%	6,4%	6,2%	6,3%	6,1%	6,2%	6,1%	6,0%	-0,1 pt	-0,3 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,0%	5,2%	5,8%	5,8%	6,0%	5,8%	5,8%	5,8%	5,7%	-0,1 pt	-0,3 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	53,9%	52,7%	55,2%	56,8%	55,9%	58,2%	57,9%	57,6%	56,6%	-1,1 pt	0,6 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	2 410,5	2 447,0	2 395,7	2 467,6	2 490,7	2 370,1	2 423,1	2 523,6	2 731,5	8,2%	9,7%
Dépôts à vue	1 199,6	1 301,8	1 316,6	1 383,5	1 447,1	1 324,8	1 338,4	1 384,2	1 586,1	14,6%	9,6%
Placements liquides ou à court terme	1 032,7	933,1	862,1	979,4	930,8	938,1	975,4	1 029,5	1 047,2	1,7%	12,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,7	0,6	0,4	0,2	17,0	106,5	95,4	116,3	72,4	-37,7%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	1 032,0	932,5	861,7	979,2	913,8	831,5	880,0	913,2	974,7	6,7%	6,7%
<i>dont comptes à terme</i>	397,7	382,6	358,3	390,2	455,2	471,1	466,9	474,7	519,5	9,4%	14,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	212,8	221,7	240,9	239,3	140,6	157,1	124,6	117,5	95,0	-19,2%	-32,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	419,4	327,1	262,1	349,2	317,4	202,7	288,0	320,7	359,9	12,2%	13,4%
Epargne à long terme	178,1	212,1	217,0	104,8	112,8	107,3	109,3	109,8	98,2	-10,6%	-12,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	36,8	31,9	35,7	23,7	25,5	22,7	25,1	24,8	15,6	-37,2%	-38,9%
Ménages	7 078,7	7 297,1	7 656,8	7 907,4	8 241,6	8 240,5	8 353,8	8 400,2	8 515,8	1,4%	3,3%
Dépôts à vue	1 654,3	1 711,6	1 843,5	1 910,3	1 937,9	1 886,0	1 963,5	1 994,4	2 034,3	2,0%	5,0%
Placements liquides ou à court terme	2 512,3	2 440,9	2 472,8	2 628,1	2 814,8	2 837,8	2 860,0	2 861,8	2 895,9	1,2%	2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 055,3	2 167,3	2 238,2	2 394,3	2 611,7	2 654,4	2 686,4	2 695,5	2 708,3	0,5%	3,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	799,5	810,8	829,1	889,5	902,0	887,9	873,3	880,5	872,2	-0,9%	-3,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	591,9	712,6	775,8	875,6	1 027,5	1 070,6	1 100,3	1 099,1	1 118,5	1,8%	8,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,8	40,0	40,2	39,5	38,3	37,6	38,1	38,0	39,0	2,7%	1,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	137,4	119,9	110,9	103,5	100,6	94,7	94,7	94,7	91,5	-3,4%	-9,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256,0	258,3	259,6	267,2	329,0	351,0	367,4	373,7	380,6	1,9%	15,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	230,7	225,7	222,7	219,1	214,3	212,6	212,6	209,6	206,6	-1,4%	-3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	457,0	273,6	234,6	233,8	203,1	183,4	173,5	166,3	187,5	12,8%	-7,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	367,7	194,7	175,4	190,5	167,5	149,8	140,8	135,2	159,8	18,2%	-4,6%
<i>dont bons de caisse</i>	13,4	12,9	12,3	11,4	9,1	8,9	8,7	8,6	8,3	-4,2%	-9,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	75,9	66,0	46,9	32,0	26,6	24,8	24,1	22,4	19,5	-13,2%	-26,7%
Epargne à long terme	2 912,1	3 144,5	3 340,5	3 369,0	3 488,9	3 516,7	3 530,2	3 543,9	3 585,6	1,2%	2,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	769,9	754,9	766,2	759,6	763,1	763,5	762,0	767,8	783,6	2,0%	2,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	73,1	68,1	60,9	57,1	54,4	53,4	52,6	51,5	51,2	-0,5%	-5,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,6	8,4	7,7	7,4	9,2	9,1	10,2	10,7	9,5	-10,9%	3,9%
<i>dont actions</i>	107,8	142,8	144,8	130,3	114,8	114,2	114,2	118,2	124,5	5,3%	8,5%
<i>dont obligations</i>	134,8	184,8	195,5	188,3	225,4	223,1	222,2	212,6	208,3	-2,0%	-7,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	145,5	148,1	132,9	125,1	104,9	102,0	100,6	100,2	101,5	1,3%	-3,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 672,4	1 837,4	2 032,5	2 101,2	2 217,1	2 251,4	2 268,4	2 282,9	2 307,0	1,1%	4,1%
Autres agents	762,5	746,4	699,2	700,3	766,9	840,8	748,9	768,3	792,3	3,1%	3,3%
Dépôts à vue	291,4	301,8	313,1	316,8	327,6	398,5	318,7	328,9	369,1	12,2%	12,7%
Placements liquides ou à court terme	235,6	226,8	252,8	187,7	291,5	309,9	285,4	290,2	279,8	-3,6%	-4,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	44,5	59,0	67,4	77,0	119,7	139,4	150,2	161,0	156,2	-3,0%	30,4%
Placements indexés sur les taux de marché	191,2	167,9	185,4	110,7	171,8	170,5	135,2	129,2	123,7	-4,3%	-28,0%
<i>dont comptes à terme</i>	59,0	39,7	46,8	56,7	75,5	69,1	67,1	72,2	77,2	6,9%	2,3%
Epargne à long terme	235,5	217,8	133,3	195,8	147,8	132,4	144,8	149,2	143,4	-3,9%	-3,0%
Total actifs financiers	10 251,6	10 490,4	10 751,7	11 075,4	11 499,3	11 451,5	11 525,7	11 692,1	12 039,6	3,0%	4,7%
Dépôts à vue	3 145,3	3 315,2	3 473,2	3 610,6	3 712,6	3 609,3	3 620,6	3 707,5	3 989,5	7,6%	7,5%
Placements liquides ou à court terme	3 780,6	3 600,9	3 587,7	3 795,2	4 037,1	4 085,8	4 120,8	4 181,5	4 222,9	1,0%	4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 100,5	2 226,9	2 306,0	2 471,5	2 748,5	2 900,3	2 932,0	2 972,8	2 937,0	-1,2%	6,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	827,7	846,6	881,9	947,4	1 010,0	1 069,4	1 052,8	1 088,7	1 028,8	-5,5%	1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	594,6	721,0	790,0	894,0	1 055,4	1 134,0	1 165,5	1 167,0	1 189,5	1,9%	12,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,8	40,0	40,3	39,5	38,3	37,6	38,1	38,0	39,0	2,7%	1,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	137,4	119,9	110,9	103,5	100,6	94,7	94,7	94,7	91,5	-3,4%	-9,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256,0	258,3	259,8	267,5	329,3	351,4	367,8	374,1	381,0	1,9%	15,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	230,7	225,7	223,0	219,6	214,8	213,2	213,1	210,0	207,1	-1,4%	-3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	1 680,1	1 374,0	1 281,7	1 323,7	1 288,7	1 185,4	1 188,7	1 208,7	1 285,9	6,4%	-0,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	824,4	617,1	580,5	637,4	698,1	690,0	674,8	682,2	756,5	10,9%	8,4%
<i>dont bons de caisse</i>	15,8	14,2	17,9	17,1	10,0	9,5	9,3	9,0	9,2	2,0%	-8,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	419,4	327,1	262,1	349,2	317,4	202,7	288,0	320,7	359,9	12,2%	13,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	420,5	415,6	421,2	320,0	263,2	283,3	216,6	196,8	160,4	-18,5%	-39,1%
Epargne à long terme	3 325,7	3 574,4	3 690,8	3 669,6	3 749,5	3 756,4	3 784,3	3 803,0	3 827,2	0,6%	2,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	769,9	754,9	767,8	761,4	765,0	765,3	763,8	769,8	785,7	2,1%	2,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	73,1	68,1	61,1	57,4	54,6	53,8	53,0	51,8	51,6	-0,5%	-5,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,6	8,4	7,7	7,4	9,2	9,1	10,2	10,7	9,5	-10,9%	3,9%
<i>dont actions</i>	122,3	161,7	163,6	146,0	128,0	128,1	127,2	134,6	140,9	4,6%	10,1%
<i>dont obligations</i>	301,0	386,5	393,2	328,7	421,3	406,0	426,4	408,2	407,9	-0,1%	-3,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	378,5	357,3	264,3	265,9	152,7	141,0	133,6	143,1	122,8	-14,2%	-19,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 672,4	1 837,4	2 033,0	2 102,8	2 218,8	2 253,2	2 270,1	2 284,7	2 308,8	1,1%	4,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2014